

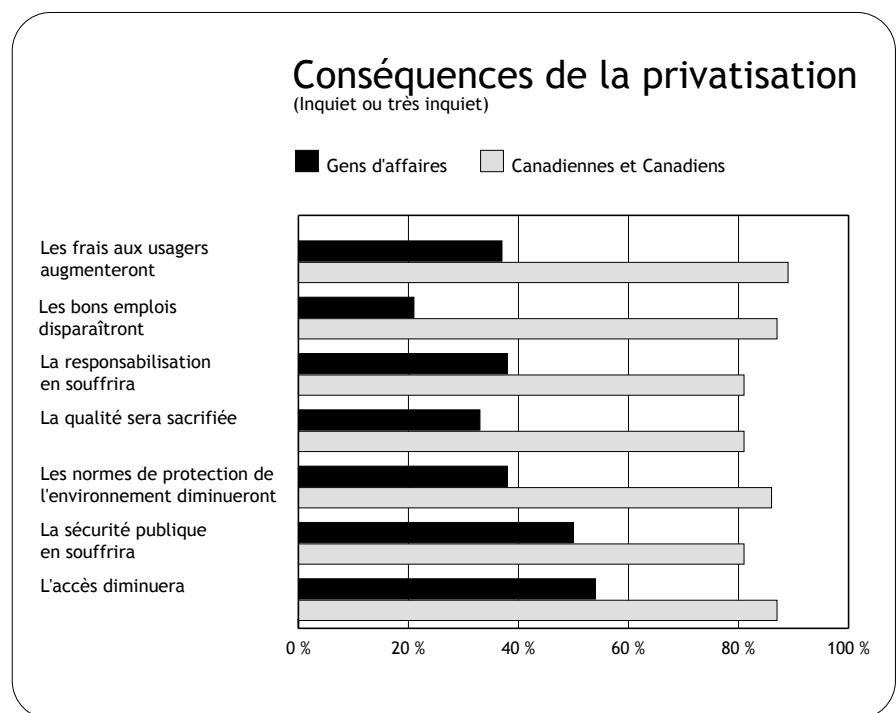
Un fossé grandissant : les tenants de la privatisation sont loin de la réalité

Quand il s'agit des attitudes concernant la privatisation, les guides d'opinion du milieu des affaires se trouvent d'un côté d'un fossé et regardent la population canadienne qui se trouve de l'autre côté.

Deux nouveaux sondages d'opinion présentent l'écart entre ce que les entreprises veulent, et ce pour quoi elles font du lobbying auprès des gouvernements, et ce que la population croit. Les sondages révèlent que les guides d'opinion du milieu des affaires ne sont pas inquiets ou sont peu inquiets des conséquences de la privatisation et veulent qu'un plus grand nombre de services publics soient vendus. En même temps, les Canadiennes et Canadiens, qui subissent tous les jours les effets de la privatisation, sont grandement inquiets au sujet de la privatisation et craignent les conséquences de la vente d'un plus grand nombre de services.

Pour le sondage des guides d'opinion, mené à l'automne de 1999 par HRSG Workscans, on a choisi un échantillon de chefs d'entreprises qui ont été interviewés longuement et en profondeur sur la privatisation et les partenariats public-privé. Le sondage d'opinion publique a été fait en janvier 2000 auprès de 1216 Canadiennes et Canadiens sur les mêmes enjeux*.

Les réponses aux questions sur les effets de la privatisation illustrent l'énorme fossé qui existe entre la population canadienne et l'élite du milieu des affaires.



* Le sondage d'opinion publique a été mené au cours de la semaine du 24 janvier 2000. La marge d'erreur ne dépasse pas +/-3 pour cent 19 fois sur 20.

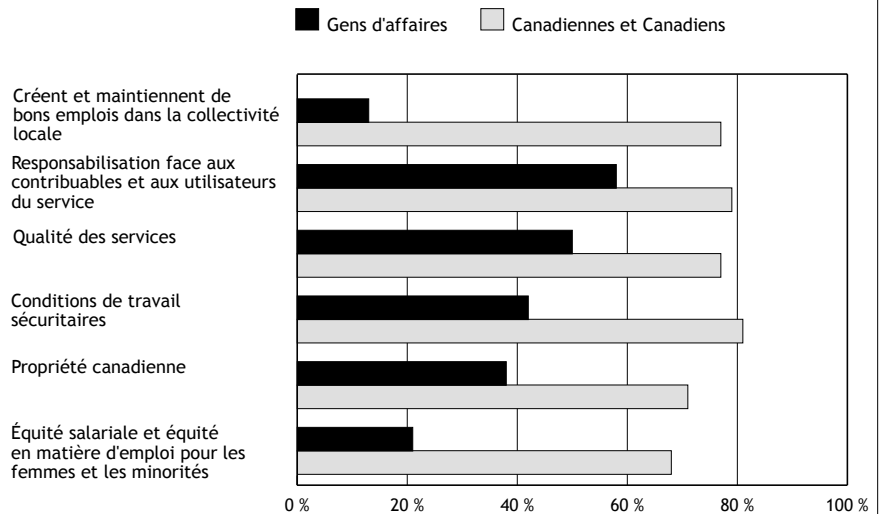
Les gens d'affaires qui ont été interviewés ont exprimés des avis que partage un groupe plus large, y compris des présidents de conseils d'administration, des présidents-directeurs généraux, des directeurs financiers et des vice-présidents responsables des affaires générales ou des affaires publiques. Les répondantes et répondants venaient des secteurs suivants : finances, manufactures, technologie de pointe et communications.

La population canadienne reconnaît le rôle clef que les services publics jouent dans leurs collectivités; plus des trois quarts des personnes sondées citent la création de bons emplois locaux, la responsabilisation et la qualité comme raisons pour maintenir les services publics. Les conditions de travail sécuritaires sont également une importante raison pour maintenir les services publics pour huit Canadiennes et Canadiens sur dix.

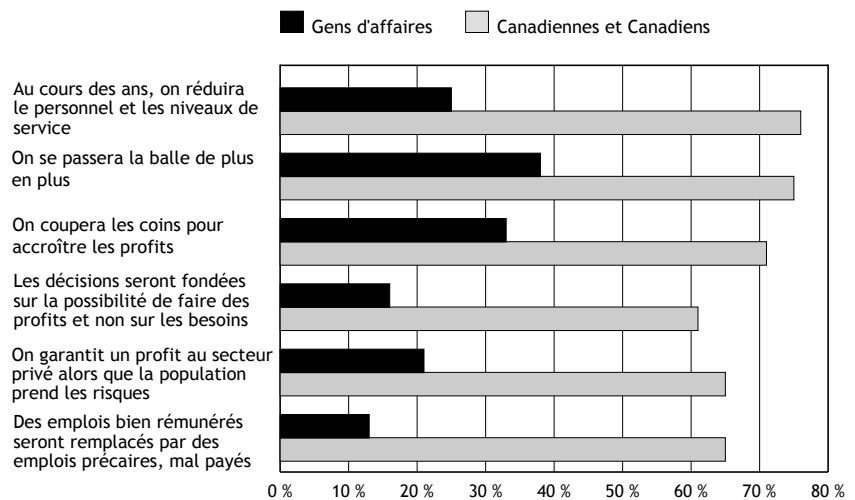
Les Canadiennes et Canadiens se méfient grandement des partenariats public-privé. Elles et ils voient ce qui se cache derrière cette forme de privatisation qu'on qualifie de 'partenariat' et reconnaissent les dangers de la perte de contrôle que représentent les PPP.

Les trois quarts des personnes sondées craignent qu'on coupera dans le personnel et dans les services au cours des années et que les PPP feront en sorte qu'on se renverra la balle lorsque ni l'entreprise privée ni les représentants élus pourront être tenus responsables dans les cas de plaintes au sujet d'un service. Une majorité nette de Canadiennes et de Canadiens croit aussi que les entreprises couperont les coins en ce qui a trait aux matériaux, à l'entretien et à la sécurité pour augmenter leur profit au maximum et que les décisions clefs seront prises à partir de la possibilité de faire des profits et non pas selon les besoins de la population.

Raisons pour maintenir les services publics (Important ou très important)



Attitudes face aux partenariats public-privé (D'accord ou fortement d'accord)



Les chefs d'entreprises sont très peu préoccupés par ces questions et par d'autres questions importantes au sujet des partenariats public-privé.

Se méfiant de ce qui se cache derrière la privatisation, plus de la moitié des Canadiennes et Canadiens (53 pour cent) disent que le lobbying corporatif est une des principales raisons pour laquelle les gouvernements vendent les services publics. Le nombre de Canadiennes et de Canadiens qui croient que le patronage joue un rôle dans les décisions relatives à la privatisation est étonnamment élevé. Près de la moitié de ces personnes (49 pour cent) disent que le fait de donner des contrats aux amis politiques est une des principales raisons qui se cache derrière la privatisation.

La réduction de la masse salariale et l'élimination des emplois dans le secteur public sont deux autres facteurs qui, de l'avis de 52 pour cent des Canadiennes et Canadiens, influencent les décisions prises en matière de privatisation. Au Canada, seulement une personne sur cinq croit que l'amélioration de la qualité des services ou la réalisation d'économies à long terme sont des facteurs décisifs pour que les gouvernements privatisent les services.

Les personnes qui seront le plus avantagées par la privatisation sont celles qui sont le plus disposées à aller de l'avant avec d'autres projets. Pendant ce temps, les Canadiennes et Canadiens qui subissent les effets du démantèlement des services dans leurs collectivités sont fortement opposés à la privatisation car ces personnes sont celles qui ont le plus à perdre.

Les tenants de la privatisation sont très loin de ce que les Canadiennes et Canadiens veulent comme services publics. Il est temps que les gouvernements, de tous les paliers, prêtent l'oreille, écoutent ce que la population a à dire et prennent des mesures sans plus tarder pour réinvestir dans le renforcement et l'élargissement des services publics. C'est ce que veulent réellement les Canadiennes et Canadiens.